

***Les années 68 :
événements, cultures politiques et modes de vie***

Lettre d'information n°7

Séance du 10 avril 1995

Le cas italien

par LUISA PASSERINI

Michelle Zancarini-Fournel

Nous accueillons aujourd'hui Luisa Passerini qui vient de l'Institut européen de Florence. Elle a publié des ouvrages sur l'histoire orale, la mémoire, l'histoire de Turin sous le fascisme et un certain nombre d'articles et d'ouvrages sur l'histoire des années 68. En ce domaine elle a dirigé le numéro du *Mouvement social* d'avril-juin 1988 « Mémoire et histoire de 1968 » et a participé à une recherche d'histoire orale sur la génération de 1968 dans six pays occidentaux (États-Unis, République fédérale allemande, Italie, France, Grande-Bretagne et Irlande du Nord) qui a été publiée en 1984 par Ronald Frazer. L'un des aspects qui nous intéresse ici et qui est souligné dans cet ouvrage, c'est l'aspect international du mouvement qui n'est pas apparu évident à ceux qui avaient fait la recherche :

« Même si les mouvements passent par des phases semblables, avec des chronologies diverses mais aussi avec des aspects communs – recherche de nouveaux espaces et cultures politiques, contrôle de sa propre vie et références à la subjectivité »

Par ailleurs, dans la présentation du colloque de mars 1989 de la Fondation Micheletti, « 1968, l'événement et l'histoire », Luisa Passerini plaide pour l'inscription de l'histoire de 1968 dans la longue durée, celle de l'histoire du processus de la constitution du sujet dans l'histoire occidentale. Dans ce processus, 1968 représente, selon Luisa Passerini, un moment de tension entre le sujet individuel et l'appartenance à une communauté ainsi que l'apparition d'espaces de communication et de lieux de parole, où s'exprime le rapport étroit entre émotion et politique.

Enfin dans un livre très original *Autoritratto di gruppo* publié en 1988, Luisa croise, dans un aller-retour constant entre passé et présent, les voix des protagonistes

des années 68 et la sienne, à travers son expérience de femme impliquée dans la vie politique et culturelle de ces années-là en Italie.

EXPOSE DE LUISA PASSERINI

J'ai essayé de montrer les spécificités du cas italien en 1968, même si l'entreprise est très difficile parce que, jusqu'à maintenant, il n'y a pas eu de recherches comparées. Il y a cependant des hypothèses que nous pourrions discuter.

Une spécificité du « 68 » italien apparaît immédiatement évidente : la durée exceptionnelle du mouvement qui lui a valu l'appellation de *maggio strisciante* (mai rampant, qui a duré plusieurs années). Le début du cycle peut être daté de 1967 (agitation universitaire en février, occupation de l'Institut supérieur de sociologie à Trente, de l'université catholique à Milan, du Palazzo Campana à Turin en novembre) et il va, selon certaines interprétations, au moins jusqu'en 1973 (occupation de la FIAT Mirafiori), et selon d'autres, dont je partage l'avis, jusqu'au mouvement des jeunes de 1977 (mouvement qui unit les revendications pacifistes et ironiques des « Indiens métropolitains » aux manifestations des autonomes qui adoptaient le signe « P. trentotto »¹ (P. 38) comme signe de reconnaissance). Ce cycle comprend le mouvement étudiant, le mouvement ouvrier et le mouvement des femmes (qui en Italie commence vers la fin des années 1960).

Les premières revendications sont relativement modestes – protestations contre les droits universitaires qui avaient augmenté dans le cas de Milan, ou contre le déplacement de l'université en dehors de la ville dans le cas de Turin – la radicalisation qui suivit, en réaction aux violences de la police appelée par quelques recteurs, mit en évidence le thème de l'organisation du savoir en relation au pouvoir et aux formes d'exploitation typiques du capitalisme. Ce thème offre une correspondance presque parfaite avec les textes des groupes français.

Le mouvement italien atteint sa phase culminante avant le mouvement français : en mars-avril 1968, en particulier sur la question de la violence de la police. Les réactions à la violence policière se manifestent lors de la bataille de *Valle Giulia*, le 1^{er} mars 1968 à Rome, quand les étudiants réagissent à l'attaque de la police qui avait dégagé l'université de Rome et essayent de réoccuper la faculté d'architecture. À partir de ce moment-là, toutes les universités des grandes villes en Italie ont été occupées quelque temps, ainsi que celles des villes de moindre importance. Il y a

¹ *Note de la rédaction* : le P. 38 est un modèle courant de pistolet. Les autonomes faisaient, de la main, le geste que font les enfants qui jouent « à se tirer dessus ».

donc eu extension du mouvement à tout le pays. Cette diffusion dans toutes les régions est peut-être exceptionnelle par rapport aux autres pays européens.

Il faut cependant se souvenir que cette extension nationale était accompagnée de formes de particularismes locaux aigus, de « patriotismes » d'université. Certaines universités se regroupaient sur la base d'une ligne politique mais aussi des traditions de la ville, par exemple Turin, Trente et Pavie se reconnaissaient comme liées par un radicalisme étudiant qui se réclamait des thèses situationnistes non partagées par les universités de Rome et de Milan qui avaient plutôt une position marxiste-léniniste.

L'une des conséquences de cette extension associée au particularisme local fut l'éclatement des concepts traditionnels de périphérie et de centre. On ne reconnaissait pas à Rome par exemple la fonction de centre que les médias lui reconnaissaient, le mouvement considérait plutôt que Turin ou Trente étaient des centres.

Déjà au printemps 1968, il y eut des relations entre les étudiants et les ouvriers de quelques usines, en particulier Lancia à Turin et Saint-Gobain à Pise. En octobre 1968, les relations se poursuivirent mais c'est surtout au printemps et à l'automne 1969, ce que l'on appelle *l'autunno caldo*, que les relations deviennent permanentes et produisent des formes organisationnelles démocratiques comme l'assemblée *Operai-studenti* (ouvriers-étudiants) autour de la FIAT de Turin. Les tentatives syndicales pour « chevaucher le tigre du mouvement ouvrier spontané »² conduiront les années suivantes à la formation des conseils ouvriers dans les usines, une structure de démocratie directe. Des mouvements dans les usines et dans les quartiers continuent dans la première moitié des années 1970, en même temps que d'autres mouvements se déclenchent dans plusieurs lieux de travail et institutions en marge et à l'intérieur des syndicats. À la fin des années soixante, comme je l'ai dit, naît aussi le mouvement des femmes qui s'épanouit dans la première moitié de la décennie suivante.

Mais – et je crois que l'on touche ici à un autre caractère typique de l'Italie – en même temps se développe le phénomène terroriste, soit de droite, soit de gauche (*Brigate rosse*, *Prima Linea* et autres organisations mineures). Il touche un point de non-retour en 1978 avec l'assassinat par les Brigades rouges d'Aldo Moro, président du Conseil national de la Démocratie chrétienne appelé à devenir président de la République. Plusieurs massacres (depuis celui de la *Banca dell'Agricoltura* à Milan en décembre 1969, jusqu'à ceux du train *Italicus* en 1974, et de la gare de Bologne en 1980) restent impunis à ce jour.

² *Note de la rédaction* : cette expression, courante dans les milieux syndicaux et politiques, signifie, en gros, « participer à un mouvement spontané pour tenter de le contrôler ».

Ce caractère rampant, plus lent et plus long de la situation italienne a été rapproché de celui de la situation en Pologne, par contraste avec la nature rapide et explosive de 1968 en France et en Tchécoslovaquie. La longue durée du mouvement de 1968 en Italie a, je crois, des relations avec certains aspects de l'histoire italienne, comme la faiblesse des institutions démocratiques, leur moindre aptitude à intégrer les demandes de participation aux ressources nationales. Il en va de même aussi de la plus grande perméabilité des organisations historiques du mouvement et de la classe ouvrière aux revendications des couches non dominantes des classes travailleuses moyennes.

Il y a eu un débat en Italie sur le livre de Sydney Tarrow à propos de la démocratie en Italie et des mouvements des années soixante. Pour l'auteur, 1968 a été utilisé par le capitalisme italien pour favoriser un effort de modernisation, pour accéder à un niveau supérieur d'intégration de la société à l'État capitaliste.

Un autre historien, Paul Ginsborg (il est intéressant de noter que ce débat se passe entre des historiens qui ne sont pas italiens), a refusé l'interprétation rassurante de 1968 comme contribution à la modernisation du pays. Il soutient que 1968 est une alternative à la modernité et au capitalisme de consommation de l'après-guerre, quoiqu'il s'agisse d'une alternative partielle et ambiguë. Il accorde une attention particulière aux développements de 68 qui ont à voir avec la communauté (surtout la communauté comme alternative à la famille).

Ce débat montre la difficulté qu'il y a à analyser la longue durée du cycle italien et ses conséquences sur la structure du pays.

Longue durée, en quel sens ? On peut parler aussi d'une longue durée dans un sens plus large – celui d'une histoire du procès de subjectivation, la formation de la subjectivité et ses changements dans l'histoire.

En ce sens là, 1968 est très important pour tout ce qui concerne le rapport entre public et privé. La ligne de partage entre les deux a changé de place en ce qui concerne l'Italie avec le mouvement des étudiants et plus tard avec le mouvement des femmes qui poursuivit et radicalisa l'inspiration de 1968. Par parenthèse, je vois une continuité entre ces deux mouvements, les étudiants et les femmes, quoiqu'il y ait aussi conflit et contradiction.

On pourrait dire que l'occupation des universités qui les transforme en lieux où vie privée et activité publique se mélangent et s'entrecroisent est prolongée par l'occupation des maisons privées où les premières féministes, au début des années 1970, se retrouvent pour y accomplir des pratiques qui rendent évidente la dimension politique du privé, du corps, de l'expérience personnelle. Guido Viale, figure de premier plan du 68 italien écrivait en 1978 que : « l'anti-autoritarisme de

1968 est l'irruption de la vie quotidienne dans la lutte politique ». Je crois que cette observation, vraie en général de Paris à Prague, acquiert une signification particulière en Italie où coexistent la répression patriarcale couplée à l'essor économique-social, le double phénomène développement/sous-développement, et la spécificité d'une histoire culturelle (grands changements dans les années 1950 et 1960 pour les femmes et pour les jeunes avec l'éducation de masse qui avait eu un caractère prononcé à partir des années du fascisme). Le manque de correspondance entre la réalité socio-culturelle et la représentation politique était très oppressante pour les jeunes et les femmes des classes moyennes.

Le procès de subjectivation dans lequel la prise de parole est si importante et dans lequel 1968 s'inscrit, devra inclure le changement dans le champ de la communication qui s'instaure à partir du siècle dernier avec la tendance à la communication de masse qui se généralise dans les années 1920-1930.

Le droit de tous à la parole, au moins comme potentialité, à l'échelle planétaire, est le point de départ de 1968. Droit des espaces pour les mots, sans hiérarchie.

En Italie, 1968 a eu une dimension anti-déférente et anti-autoritaire qui a des prolongements surtout dans la famille. La famille met en évidence les rapports intersubjectifs entre les générations et les sexes.

La vague longue de 1968 mène jusqu'à la réforme du droit de la famille en 1975. Cette réforme établit l'égalité des droits entre mari et femme (la loi de 1942 qui était appliquée jusque là était une loi fasciste) et l'égalité entre enfants légitimes et naturels. 1968 n'a pas provoqué directement la réforme de la famille mais cette réforme a donné une réponse au malaise social que 1968 avait rendu manifeste. La décennie des années soixante-dix est très importante pour les droits de la famille :

- décembre 1970 : loi qui légitime le divorce
- 1978 : loi qui autorise l'avortement (la loi de 1933 punissait l'avortement en tant que crime contre la race)
- 1974 : référendum sur le divorce qui propose l'abolition de la loi sur le divorce (majorité favorable au maintien de la loi)
- 1981 : référendum sur l'abolition de la loi sur l'avortement (majorité favorable au maintien de la loi)

Je parlerai beaucoup de la famille car je pense qu'il y a là une spécificité italienne. Mais il faut dire que le développement d'un mouvement anti-autoritaire, ce que l'on a appelé « la fin de la déférence », on le voit aussi dans le champ du travail (manuel ou intellectuel). On voit un certain détachement vis à vis de l'idéologie productiviste, de l'idéologie du travail bien fait.

En même temps on peut parler de la fin d'une ère dans les rapports intersubjectifs – fin de la déférence envers les supérieurs, les chefs – dans tout le champ du travail.

Je crois qu'il faudrait aussi parler d'une scission, à l'échelle des masses, des rapports d'affectivité avec les produits du travail et de la liaison croissante entre objet et consommation. 1968 favorise un ample procès dans lequel les objets aimés, qui définissent l'identité, ne sont plus plus ceux que l'on produit mais ceux que l'on achète ou qui font partie d'une consommation de marché avec la médiation de la publicité. Ce qui présente un caractère paradoxal parce que 1968 avait commencé par une attitude ambivalente à l'égard de la consommation. D'un côté on participait à la société de consommation, de l'autre on la refusait sur la base d'une critique de la marchandise qui avait trouvé en Italie la médiation du mouvement catholique de base. Le mouvement des communautés de base en effet – très critique à l'égard des hiérarchies ecclésiastiques – exprimait une admiration pour l'idée de pauvreté qui était supposée exprimer une capacité de vivre avec l'essentiel. Le nom de Don Milani et sa critique de l'école de classe s'impose ici dans toute sa dimension. Don Milani a eu certainement une grande influence sur le mouvement étudiant. En Italie la contradiction entre les deux attitudes est particulièrement marquée car il y a eu un grand essor économique dans les années soixante, appuyé sur une immigration interne avec de grands mouvements de population du sud au nord.

De façon assez étrange, ce mouvement n'a presque pas eu conscience de son italianité. Le mouvement exaltait des mouvements nationaux comme ceux qui luttaient contre l'impérialisme en Afrique, en Asie et en Amérique latine, mais en même temps il refusait l'idée même de nation pour l'Europe et l'Occident. L'idée même d'être Italien était rejetée et pourtant le mouvement était très clairement italien : faiblesse du courant libéral et modéré qui était le signe de l'influence des deux traditions catholiques et communiste, pratique démocratique très faible.

La dimension nationale qui existait, en dépit des protagonistes, est devenue la dimension prédominante dans les études sur 1968, la dimension internationale (soit les rapports entre le mouvement italien et les mouvements dans les autres pays, soit l'attitude du mouvement italien envers les autres pays) manque totalement. Même la considération des cas locaux a été très insuffisante, en effet, alors que Milan, Turin, Rome et Florence ont été étudiés, il n'en est rien pour la majeure partie des villes de moindre importance.

Toujours à propos de la longue durée, la perspective d'analyse d'économie politique du monde telle qu'elle est proposée par Wallerstein, Arrighi et Hopkins me paraît intéressante. Ils écrivent :

« The business of 68 remains unfinished, it has to be completed and it would be in 89 »

Ils développent l'idée selon laquelle 68 aurait été le produit en Europe de l'ouest du clivage croissant entre l'appareil productif en changement rapide et l'appareil institutionnel relativement immobile. Ces auteurs estiment que, dans ce contexte, 1968 représentait tant le rejet du système mondial existant, que celui du vieux

mouvement anti-système, mais qu'il persistait dans les illusions de ce dernier. En 1989, toutes les idéologies révolutionnaires s'écroulèrent et se montrèrent incapables de stratégies efficaces pour assurer un changement social radical.

Cette thèse qui est formulée pour l'Europe et le monde dans son ensemble, est-elle valable ou non pour l'Italie ? La critique de la politique comme spécialisation, commencée en 1968, a été menée à son terme dans l'écroulement des partis politiques à partir de 1992 avec les juges, les Ligues, les mouvements comme *Forza Italia*, qui ont contribué à l'écroulement du système politique traditionnel. Mais cette application de la thèse de Arrighi, Hopkins et Wallerstein au cas italien montre immédiatement son caractère paradoxal. Cette continuité dans la critique de la politique est très ambiguë ; en tout cas, il n'y a pas de continuité subjective. On peut dire que dans cette continuité de critique de la politique, l'utopie est perdue et c'est une importante rupture. On pourrait pourtant relier ce phénomène à une autre tendance : souvent en Italie les procès de modernisation ont été contemporains de périodes de crise de la démocratie (à partir du fascisme).

Je veux dire quelques mots, pour finir, sur la question de la mémoire. La mémoire de 1968 fait partie du problème historique de 1968. Entre 1968 et aujourd'hui, l'Italie a connu d'autres mouvements de jeunes et d'étudiants (1977, 1985, 1990). Ces mouvements sont très difficiles à comprendre, fragiles et polyvalents. Le fil commun que je vois entre eux me permet de les nommer « mouvements de mémoire » même si peut-être ce caractère ne les explique pas totalement. Mémoire directe et indirecte de 1968 : la responsabilité va en bonne partie à l'opinion publique et aux médias. Chaque fois qu'un nouveau mouvement apparaît, les journaux, la TV mais aussi les parents des jeunes qui font partie de ces mouvements s'empressent de crier « *voglia di 68* » (« envie de 68 »).

À l'occasion du vingtième anniversaire de 1968, en 1988, l'Italie a été soumise à une avalanche de mémoires. Pourtant on a mesuré en 1988 la distance entre les différentes mémoires : l'exemple le plus étonnant concerne l'image des femmes. Tandis qu'en 1968 les photos les montrent partout, en 1988 elles sont devenues invisibles, si ce n'est en tant que femmes de leaders.

On s'est donc rendu compte de la difficulté de transmettre une mémoire politique et de fonder une tradition autonome. La transmission par les médias a été souvent perverse, en confondant les militants de 1968 avec ceux des années 1970 obsédés par l'organisation, en transformant les féministes en dévoreuses d'hommes. La relation de la mémoire avec les médias est pourtant très importante parce que la communication est cruciale pour le mouvement post-68. Le problème est donc d'instaurer des rapports d'échanges avec les médias sans en être débordé.

Mais il faut noter qu'il y a aussi ce que l'on a appelé une « mémoire indirecte de 68 ». Une recherche qui a été faite sur le mouvement de *La Pantera* à Rome et à

Turin, a montré que plusieurs mentions de 1968 dans les témoignages révèlent en même temps une fascination, une distorsion et une polémique. L'attribution à 1968 d'une « pan-politicité » comme « politicité » exclusive et intégriste oublie tous les aspects du rire, du carnaval, du *potlach*, mais aussi tous les aspects de la critique de la politique traditionnelle. La polémique s'inscrit donc dans le contraste entre générations politiques : les professeurs et les parents de ces étudiants interviewés avaient « fait 68 » et/ou avaient été féministes. Une jeune femme de ce mouvement dit : « ceux qui ont fait les années 1970 s'autocélébrent chaque fois qu'ils se rencontrent. Merci bien, et à moi, qu'est-ce que vous m'avez laissé ? ». La nature artificielle du mouvement récent, c'est-à-dire construite comme par suggestion de la mémoire est évidente dans des phrases comme celle-ci « il a fallu s'inventer ce mouvement » de la part de peu politisés, tandis que ceux qui avaient une petite expérience politique rappellent que pendant la dernière occupation de 1990 on ne pouvait pas employer certains termes : *barone* (mandarin) ou *compagno* (camarade) pour éviter de proposer le modèle de 1968.

La mémoire souterraine des formes de lutte est évidente par exemple dans la décision d'occuper les universités d'une façon complètement nouvelle (les activités normales continuaient). La question de savoir ce que l'on a laissé aux générations suivantes est brûlante et en ce sens le caractère non-fini de 1968 est peut-être une des poussées sur le plan subjectif des mouvements récents.

On pourrait conclure peut-être que « longue durée » signifie que la vérité de ces années ne sera révélée que dans l'avenir, au fur et à mesure que des individus et des groupes se sentiront en état de prendre la parole, pour devenir plus pleinement sujets de leurs vies.

DISCUSSION

Michelle Zancarini

La chronologie choisie m'a un peu surprise : que l'on arrête le mouvement en 1973 (FIAT), ou en 1977 (le mouvement des indiens métropolitains). Cela ne prend pas en compte la période dite des « années de plomb », c'est-à-dire les années de « terrorisme » du mouvement.

L. Passerini

Cette chronologie veut en effet exclure cette période.

Quand Aldo Moro est assassiné le mouvement est déjà en déclin. 1977 est l'extrême pointe du mouvement. Ce que l'on appelle le phénomène terroriste qui

commence au début des années 1970 ne fait pas partie de ce mouvement. Le terrorisme est la transformation de la subjectivité en rigidité.

La contemporanéité ne signifie pas qu'il y ait la même inspiration, c'est le déclin de l'imagination au pouvoir, c'est une rigidification des mots d'ordre et une interprétation de la violence qui, partant des mêmes prémices, va se différencier et diverger constamment.

Danièle Tartakowski

– Quel est le rôle de la violence policière comme détonateur, quel est le pourquoi de cette violence dans la mesure où les rapports sociaux sont pacifiés au début des années soixante ? 1968 est-il un détonateur en terme de violence ou cela s'inscrit-il dans la longue durée ? A-t-on des phénomènes du même type en Italie ?

– Au colloque de Brescia il a été fait mention de la relation différentielle des générations en France d'un côté (la génération des pères étant – si l'on peut dire – celle des résistants), en Allemagne et en Italie de l'autre (où la génération des pères est celle des fascistes).

L. Passerini

– Les réactions de la police sont devenues de plus en plus violentes en Italie au cours de l'année 1968. Mais il y a une tradition de répression violente des manifestations plus importante en Italie qu'en France.

– Le mouvement étudiant reproche aux professeurs anti-fascistes de n'être plus anti-fascistes, même si, dans certains cas, ils avaient été résistants. La polémique sur la résistance avait commencé dès la fin des années 1950. Une des questions de l'antifascisme militant était la violence. Le mot d'ordre « Nous voulons être orphelins » écrit sur les murs de l'université de Pise fait partie lui aussi de l'attitude anti-historique de 1968, on ne veut pas d'antécédents.

Robert Frank

À propos de l'antifascisme, de l'investissement subjectif et du poids des représentations dans l'invention de la politique, en France, le slogan « CRS=SS » réinventait un antifascisme contre un fascisme illusoire. Cette réinvention de l'antifascisme semblait nécessaire et on peut se demander pourquoi elle paraissait nécessaire dans un pays où le fascisme n'avait pas réellement existé. On retrouve le problème de la Seconde Guerre mondiale et sans commettre d'anachronisme, c'est 1968 qui en France va porter atteinte au mythe résistancialiste (ce mythe s'effrite à partir de 1969, 1970, est-ce une conséquence de 1968 ? ou est-ce contemporain à 1968 ?).

On peut se demander si ce n'est pas mal poser la question : si l'émergence de la question est postérieure à 1968, il n'en reste pas moins vrai qu'il y a une sorte de révolte diffuse contre le père ou le grand-père, contre tout ce qui représente une

certaine hiérarchie, et donc aussi cette main-mise d'un certain résistancialisme. La même question ne se pose-t-elle pas dans plusieurs pays européens ?

Marie-Françoise Lévy

Autour de ce sujet, il y a plusieurs thèmes qui apparaissent : le rejet du rapport hiérarchique de l'âge et de l'autorité du père, mais derrière ce rejet qu'y-a-t-il comme pratique de délégitimation (je pense au film « L'honneur perdu de Katarina Blum », de 1972 ou 1973 de Schoendorff) ?

Jean-Pierre Faye

– À propos de la violence dans les manifestations qui serait moins grande en France qu'en Italie, il ne faudrait pas oublier que la guerre d'Algérie n'était pas loin et la violence à Paris proche (octobre 1961, Charonne en février 1962). Il y a aussi un basculement de l'idée de l'antifascisme : le héros de la Résistance devient l'homme de la guerre d'Algérie qui utilise Papon, confusion étonnante qui brouille les images.

– D'autre part il y a un écart entre l'objectivité et la subjectivation. Ce qui se passe en Italie et en France, en Angleterre et en Suède, est très proche. À Prague les étudiants créent aussi des Comités d'action. Mais ce qui reliait les pays européens de l'ouest ce n'était pas un sentiment de solidarité intra-européen mais l'horizon des pays lointains (Bolivie du Che, Vietnam, Chine). Votre exposé montre qu'il y avait pourtant une conscience clignotante de quelque chose de commun, y compris dans des pays d'Europe de l'Est comme la Yougoslavie (il y a eu des petits printemps en 1968 à Belgrade et à Zagreb).

L. Passerini

– S'il y a décalage politique entre les deux Europes, il y a des points communs sur la contestation de la famille, de la culture, comme à Léninegrad en 1968.

– L'idée radicale, qui ne trouvait pas de légitimité dans le champ marxiste-léniniste, était une reprise de l'idée que la lutte contre la bourgeoisie est contemporaine et parallèle à la lutte contre les bureaucraties. C'est la thèse reprise par Hannah Arendt à propos de 1968 : les deux luttes même si elles ne le savent pas vont dans la même direction. On trouve des intuitions de ce genre dans le mouvement de lutte en Italie. Rudi Dutschke en Allemagne avait dit quelque chose de semblable : dans une déclaration il affirme sa solidarité avec le printemps de Prague. La similarité restait un peu abstraite, le mot « européen » n'était pas employé.

D. Tartakowski

L'idée d'internationalisme ne rend-elle pas impensable l'Europe, restrictive par rapport à l'internationalisme ?

R. Frank

Il faut faire attention aux termes : la conscience européenne du mouvement contestataire n'est pas celle de la construction européenne. Le mouvent est anti-européen en ce sens-là car l'Europe est le symbole du capitalisme, c'est l'Europe des marchands. Les Européens ce sont ceux qui viennent tout juste de décoloniser, il y a donc volonté de dépasser l'horizon européen.

D'une façon générale, une très grande partie du mouvement intellectuel refuse de penser l'Europe en tant que telle pour la dépasser sur le plan international, mondialiste puis tiers-mondiste.

L. Passerini

J'ai cherché ces termes « identité et conscience européenne » implicitement, explicitement on ne les trouve pas. Si l'on choisit pour déceler une identité européenne cachée l'anti-américanisme, on arrive à des conclusions très intéressantes. En Italie l'anti-américanisme qui se justifiait comme anti-impérialisme présentait des aspects qui pouvaient rappeler l'anti-américanisme des années trente lequel était souvent européiste.

Une recherche pourrait être menée sur l'européité cachée qui ressort des contradictions de l'anti-américanisme (les mouvements de 1968 sont à la fois anti-américanistes et très américanistes sur le plan du cinéma, de la musique etc.).

Jean-Claude Zancarini

En partant de la chronologie, je suis frappé par la similitude entre la France et l'Italie, à condition d'exclure la question de la violence politique.

Les parcours sont semblables jusqu'au milieu des années soixante-dix. Là intervient un processus que l'on a intérêt à intégrer dans ce qui se passe avant – y compris dans le rapport à la guerre et à la Résistance comme enjeu politique et au rapport avec l'internationalisme du mouvement – qui est la question du terrorisme et de la violence armée. Pourquoi en France le mouvement ne produit-il pas le terrorisme à la différence de l'Italie ?

Cette composante a quelque chose à voir avec l'appropriation par une bonne partie du mouvement de l'anti-fascisme militant. Aussi bien en France qu'en Italie, la plupart des groupes d'extrême-gauche se reconnaissent dans cet anti-fascisme (ainsi un groupe français s'appelle « La nouvelle résistance populaire », les mots d'ordre de la Ligue communiste révolutionnaire sont sur le thème « La racaille nazie ne reviendra pas »).

Cette appropriation se fait aussi dans la dimension de l'internationalisme : les Tupamaros ont influencé tous les groupes européens qui ont pensé à la violence,

d'abord donc, sous forme symbolique. Les Black Panthers ont aussi joué ce rôle. Pourquoi le mouvement en Italie, même si l'assassinat d'Aldo Moro marque symboliquement la fin de 1968, débouche-t-il sur la violence ?

Robert Frank

Dans ce que l'on appelle le post-68 français il y a des relais qui sont pris, avec des rituels qui peuvent ressembler à 1968 (mouvements de lycées par exemple) tout en étant différents. À partir d'une certaine date que l'on peut situer autour de 1974, tout semble retomber en France. On peut incriminer la crise, mais il y a aussi crise en Italie.

Je me demande s'il n'y a pas mise en place d'une véritable culture politique nouvelle, qui est peut-être cette culture Ve République. Plusieurs éléments importants sont liés à la Ve République : la bipolarisation ; la signature du programme commun en 1972 ; les élections législatives en 1973 ; la mort de Pompidou en 1974 et donc des élections législatives. L'Union de la gauche va être présente à ces élections et pendant quelques années, elle va jouer un rôle de polarisation qui dans une certaine mesure va peut-être vider de son contenu une partie de l'ultra-gauche. N'y-a-t-il pas là un déplacement qui évidemment n'existe pas en Italie ?

Geneviève Dreyfus--Armand

Je suis d'accord pour insister sur la similitude des mouvements. Il y a peut-être des différences de rythmes. En France, on peut dire que les trois crises – étudiante, ouvrière et politique – se passent en un mois et demi, mais ce n'est pas cela l'important ; l'ambition du séminaire est de dépasser cette vision « condensée ». Quelles sont les causes du déclin du mouvement ? Et surtout pourquoi l'Italie passe-t-elle à la violence politique et la France non ?

Marie-Françoise Lévy

À partir des années 1973-1975 il y a retraduction en termes politiques des revendications de 68 (sur la famille, les moeurs, le grand train législatif des années 1970-1975) avec une dilution de la revendication, en particulier en ce qui concerne les femmes.

L. Passerini

Pour traiter la question du terrorisme il faudrait parler d'une constellation de causes qui se réalisent dans un pays plutôt que dans un autre. En Italie, sur la longue durée, la faiblesse de l'État et des institutions étatiques est évidente et explique l'extension du « terrorisme rouge ». Il y a une tendance à déconsidérer l'identité nationale et à s'identifier, au niveau des mentalités diffuses, à ce qui est contre l'État.